



International Coffee Organization
Organización Internacional del Café
Organização Internacional do Café
Organisation Internationale du Café

ICC 88-5

23 mai 2003
Original : anglais

F

La crise du café

Conseil international du Café
Quatre-vingt-huitième session
21 – 23 mai 2003
Londres, Angleterre

**Idées et initiatives mentionnées au cours
de la table ronde de l'OIC/Banque mondiale
le 19 mai 2003 afin de rechercher
des solutions à la crise du café**

Contexte

1. La table ronde de haut niveau de l'OIC/Banque mondiale axée sur “La crise internationale du café – Recherche de solutions à long terme” a eu lieu au siège de l'OIC le lundi 19 mai 2003. Cette table ronde a rassemblé quelque 250 délégués émanant de gouvernements de pays producteurs et consommateurs, du secteur privé, des ONG, d'institutions multilatérales et de la presse.
2. Cette table ronde a été organisée afin de réunir des décideurs de haut niveau provenant de tous les secteurs de la société et s'intéressant à la filière du café afin de trouver des solutions concrètes à la présente crise et à la menace qui pèse sur le développement durable. Cette manifestation était articulée autour de deux groupes d'intervenants, l'un s'est focalisé sur “Le café et les produits de base dans le commerce international : un domaine névralgique” et le deuxième groupe s'est concentré sur “La recherche de solutions – diversification, qualité, valeur ajoutée et développement du marché”. Afin de faciliter les travaux, des documents de référence ont été préparés par l'OIC et la Banque mondiale.
3. Les participants ont pris acte du fait qu'il n'y a ni réponse unique, ni solution toute faite pour résoudre la crise et que des solutions à court terme et à long terme sont nécessaires. La volonté politique de juguler la crise est également cruciale. Il convient de s'intéresser aux personnes qui ont le plus besoin d'aide, à savoir les caféiculteurs vulnérables.
4. Le présent document contient un résumé des idées et des initiatives qui ont été évoquées tant par les orateurs que par les participants à cette manifestation. L'on pourra consulter, sur le site Web de l'OIC (www.ico.org), le texte des interventions des orateurs.

Mesures à prendre

Le Conseil est prié d'étudier les propositions qui ont été formulées au cours de la table ronde et, à la lumière des discussions, d'arrêter les mesures qu'il convient d'adopter.

RÉSUMÉ DU CONTENU DES DISCUSSIONS

Dans le cadre de leurs interventions de clôture, le Directeur exécutif de l'OIC et le Directeur de l'Agriculture et du Développement rural de la Banque mondiale ont repris les principaux points qui ont été soulevés au cours de la table ronde, à savoir :

- La crise du café est caractérisée par un déséquilibre entre l'offre et la demande, une répartition distordue des valeurs dans le cadre de la chaîne de l'offre et, parmi les caféiculteurs, des niveaux de pauvreté inacceptables.
- Un marché totalement livré à lui-même entraîne des coûts sociaux excessifs et il convient, par conséquent, d'envisager une action susceptible d'avoir un impact sur le marché, même si une telle action pose des difficultés au niveau de l'accord des différents intervenants.
- Le constat du déséquilibre entre l'offre et la demande et la nécessité de le redresser au moyen de mesures destinées à augmenter la consommation par la promotion et l'amélioration de la qualité.
- La dépendance excessive vis-à-vis de la culture du café pourrait être palliée par la diversification, en dépit du fait que la structure actuelle du protectionnisme nécessite l'élimination ou une importante réduction des tarifs et des subventions.
- Un développement rural élargi serait également souhaitable, à savoir le soutien de la transformation locale, des associations de producteurs, l'introduction de services améliorés en ce qui concerne le crédit et la gestion des risques, ainsi que des activités de substitution.
- Le constat de la nécessité d'œuvrer pour que les caféiculteurs retrouvent une situation économique durable en assurant, lorsque c'est possible, la promotion de la valeur ajoutée.
- L'importance de la coordination des démarches afin que l'OIC puisse constituer la plaque tournante des informations, des actions et de la coopération internationale.

RÉSUMÉ DES QUESTIONS SOULEVÉES PENDANT LA TABLE RONDE

Les points suivants soulevés par des participants à la table ronde sont résumés ci-après par catégories. Les initiales entre parenthèses sont celles des intervenants (les détails figurent dans le programme ci-joint). L'on pourra consulter les interventions des orateurs sur le site Web de l'OIC.

I. QUALITÉ

- Il appartient aux gouvernements et à l'industrie du café de soutenir le programme de l'OIC en faveur de la qualité ; il leur appartient également d'envisager, dans les pays consommateurs, une législation sur les normes de qualité (SCD)
- Les besoins au niveau de la qualité pour augmenter la consommation (KC)
- Le maintien de la qualité est un impératif – les chaînes de supermarchés veulent que, sur le plan organoleptique, leur propre marque égale les meilleurs produits des grandes marques (SK)
- La Résolution numéro 407 constitue un signe, à savoir que la qualité du café vert peut contribuer à améliorer la chaîne d'approvisionnement du café. Nestlé appuie fermement des programmes d'amélioration de la qualité dans plusieurs pays producteurs (OT)
- Le programme de l'OIC concernant la qualité est valable, mais ce sont les pays producteurs qui sont obligés d'en assumer les frais. Nous avons demandé à l'U.E. de suivre, à titre indépendant, le respect de la qualité sur le marché européen et de publier rapidement la liste des pays/compagnies qui sont en infraction – l'on nous a répondu que cette démarche serait trop coûteuse, mais Global Alliance va continuer à insister (PB)
- De nombreux pays appliquent maintenant des réglementations concernant les matières hors normes qui rentrent dans la chaîne du café – il s'agit d'une conséquence de l'importante Résolution de l'OIC concernant la qualité que nous avons toujours fermement soutenue, de son initiation à son application, et à cet égard nous avons fait valoir la nécessité de contrôles tant dans les pays producteurs que dans les pays consommateurs (BP)
- La Commission de l'U.E. devrait s'engager à assurer le suivi de la qualité (GK)
- L'U.E. peut contribuer à éliminer du marché le café de moindre qualité (GK)

II. DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DE LA CONSOMMATION

- Il conviendrait de faire progresser la consommation mais il s'agit là d'initiatives qui sont difficiles à financer. Toutefois, il appartient à la Banque mondiale de réexaminer ce dossier à la lumière de nos discussions (KC)
- La publicité pourrait être encourageante – il convient de se féliciter du soutien de l'OIC en faveur de la publicité générique (SK)
- L'on peut faire augmenter la consommation de café en attirant de nouveaux consommateurs et en développant la consommation – ce sont surtout les nouveaux consommateurs qui seraient porteurs (OT)
- Le développement des marchés – accroissement de la consommation intérieure, de nouveaux consommateurs dans les marchés existants, nouveaux produits, nouveaux marchés (KC)
- Nestlé contribue à des initiatives destinées à développer la consommation. La compagnie a fait état de son soutien pour les mesures de l'OIC concernant la communication positive des effets du café sur la santé et participe aux activités du Groupe du café positif ; elle

soutient la recherche destinée à identifier les effets salutaires de la consommation de café (OT)

- La vitalité du marché constitue le gage à long terme de la prospérité et du succès des producteurs. Ce développement du marché de la consommation dépend peut-être en partie des efforts de l'industrie dans son ensemble. C'est pourquoi nous nous sommes ralliés à d'autres grands torréfacteurs afin de façonner le programme de mise en valeur du marché du café positif (AW)

III. DIVERSIFICATION DES PRODUITS

- En cette période postérieure aux contingents de l'OIC, les cafés de luxe et les cafés haut de gamme ont lancé des modes qui, à nouveau, attirent les jeunes consommateurs (MN)
- Tabler encore davantage sur ce que nous faisons pour augmenter la consommation, grâce à des initiatives de mise en valeur des produits – au moyen de l'innovation, de mélanges de café soluble, de cappuccinos améliorés, de cafés savoureux présentés dans des conditionnements attrayants (SK)
- La diversification des produits offre un plus grand choix (SK)
- Les caféiculteurs et leurs organisations pourraient rehausser la qualité et développer le potentiel commercial par la différenciation des produits : pensez aux cafés biologiques, aux cafés de luxe et aux cafés haut de gamme, ainsi qu'aux cafés qui sont vendus dans le cadre du commerce équitable etc. De telles initiatives nécessitent l'intervention des organisations professionnelles de caféiculteurs (BP)
- L'environnement étant compétitif et le marché en mutation, il convient de pouvoir réagir rapidement. Au fur et à mesure que, sous le label des marques, l'on offre de nouveaux cafés/boissons de luxe, les marques du secteur privé doivent pouvoir réagir. L'enjeu est de faire concurrence aux grandes marques au niveau de l'élaboration de produits et surtout de pouvoir innover (SK)
- Explorer plus activement le commerce équitable – au Royaume-Uni l'on s'intéresse de plus en plus aux cafés relevant de cette catégorie – il s'agit d'un segment du marché qui va certainement se développer. Diverses autres chaînes de supermarchés s'intéressent particulièrement à la provenance – la chaîne de distribution démontre ainsi une réaction responsable par rapport à la crise (SK)
- Global Alliance a demandé aux grands torréfacteurs de commencer à payer un prix raisonnable qui permette aux caféiculteurs d'avoir des moyens de subsistance – il leur a également été demandé d'appuyer le programme de l'OIC en faveur de la qualité, d'utiliser leurs ressources pour insister sur des solutions possibles et de commencer à acheter du café dans le cadre du commerce équitable – 2% des mélanges – peu de progrès à ce jour (PB)
- Diversification des marchés, à savoir le café de luxe, le café cultivé à l'ombre, le café relevant du commerce équitable, le café biologique (KC)

IV. DURABILITÉ

- Initiative mondiale des intervenants en faveur de la durabilité – les codes communs à la communauté caféière – initiative mondiale regroupant de multiples intervenants qui tentent de fixer un cadre écologique, économique et environnemental pour la culture du café tout-venant et sa transformation. Nécessité d’avoir une norme suffisamment spécifique pour convenir à différents milieux de culture mais dotée d’une identité susceptible de se prêter aux échanges. Après la mise en application de cette initiative qui devrait engendrer une valeur ajoutée, le niveau de vie et les conditions de travail des caféiculteurs et de leurs employés s’amélioreront
- Il convient d’encourager les codes d’usage (KC)
- Les critères d’approvisionnement durable pour le café en vrac deviendront importants (KC)
- L’avenir du globe sur le plan économique, social et environnemental dépend de la durabilité ; les ONG ont assuré la promotion de telles idées, et les compagnies alimentaires nationales et internationales réagissent. La durabilité ne peut pas se substituer à la qualité mais elle constitue une très bonne valeur qui s’ajoute à la qualité que souhaite le consommateur (MN)
- Il convient d’avoir des normes de production durable pour les différents types de café et selon la structure des exploitations – de nombreux efforts sont déployés mais ils ne sont pas encore coordonnés. Il faudrait des agences de vérification objectives qui ne soient pas trop coûteuses afin que l’exploitant soit en mesure de les payer – qui travaillent sur des systèmes de points graduels, et non pas sur le système noir et blanc qui s’applique au café biologique (MN)
- Le café vert nécessite une plus grande coopération, sa commercialisation est forcément à long terme ; une telle structure devrait se rapprocher des organisations d’approvisionnement industriel et devrait permettre de réagir aux nouvelles demandes du consommateur et de l’industrie telles que la traçabilité et la sécurité alimentaire (MN)
- La chaîne de l’offre de café doit être réorientée afin d’être plus durable – à titre d’exemple, la participation active de Nestlé à l’initiative concernant l’agriculture durable et l’initiative DKV (OT)
- Multiplication des initiatives au niveau de la durabilité qu’il convient de coordonner ; il convient également de définir des orientations communes sous les auspices de l’OIC, une telle démarche pourrait ensuite être intégrée dans le courant d’activités principales – la compagnie Nestlé est toute disposée à coopérer en divulguant ses propres orientations (OT)
- Il serait utile que le secteur privé s’investisse dans des relations à long terme avec les fournisseurs par l’introduction de codes d’usage pour l’achat du café. Ces codes devront respecter la législation nationale dans les pays producteurs et les directives internationales. Il convient non seulement de prévoir des normes sociales et écologiques mais également de faire face aux difficiles réalités économiques afin de constituer des relations d’affaire durables. La C.E. a l’intention d’être proactive dans le cadre de son

dialogue avec les détaillants européens de café, les torréfacteurs etc. à propos de l'adoption de codes d'usage et de faciliter leur contribution aux améliorations dans les pays producteurs de café (BP)

- L'OIC constitue une bonne plate-forme pour ce type de dialogue (à propos des codes d'usage) entre tous les intervenants dans la filière du café – notamment le secteur privé et les ONG. La coordination entre autant d'intervenants que possible facilite le processus de réforme sans entraîner d'à-coups. Il est très important que l'OIC suive l'évolution des diverses initiatives et constitue des synergies à cet égard. Il convient de promouvoir la coopération entre les différents donateurs et les agences d'exécution. Mais nous estimons que l'OIC ne doit pas s'engager directement dans la mise en œuvre des activités sur le terrain (BP)

V. DIVERSIFICATION

- Analyser les stocks accumulés dans les pays consommateurs et comparer leur composition avec la composition de la consommation des importations. Le type de café qui représente la plus grande part des stocks des consommateurs par rapport au volume de la torréfaction a probablement un problème de commercialisation à long terme – de sorte que la diversification pour sortir du café et s'investir dans d'autres produits est l'élément clé pour parvenir à un meilleur équilibre à l'avenir (MN)
- Continuer à faire état de la diversification au sein de l'OMC et dans diverses instances politiques. Toutefois, il existe souvent des solutions locales pour gérer la diversification et, à cet égard, les organisations donatrices (nationales et internationales) doivent avoir un rôle encore plus actif dans la conjoncture actuelle (MN)
- La diversification peut contribuer à minimiser l'impact des fluctuations des prix, par ex. la diversification en faveur de produits à niche et/ou d'autres cultures ou activités de rapport. Il s'agit là de l'aspect le plus important pour la durabilité (OT)
- Diversification (mais il est nécessaire de se pencher sur les dossiers des obstacles tarifaires et des subventions accordées aux produits agricoles (avantage comparatif) (divers orateurs)
- Appuyer la diversification dans le cadre d'une vaste stratégie de développement rural durable constitue une partie de la solution – mais à mon avis, ce processus ne doit pas être entravé par les politiques agricoles et les subventions des pays industrialisés (BP)
- Il appartient à la Banque mondiale de coopérer à la recherche des autres utilisations possibles du café et à la diversification (discussion)

VI. LE CRÉDIT/ LA GESTION DES RISQUES/LE FINANCEMENT

- Les institutions donatrices doivent prêter leur concours au niveau des mécanismes de gestion des risques, peut-être en renforçant les programmes pilotes existants (KC)
- La couverture à terme : un instrument parmi d'autres – une démarche à plusieurs niveaux est nécessaire pour la crise du café (ne renchérit pas les prix et n'enraye pas la volatilité)

des prix, mais permet aux producteurs de prévoir et de gérer efficacement cette volatilité et d'obtenir un financement) (BT)

- Assouplissement des conditions de crédit (KC)
- Gestion des risques (KC)
- Les institutions financières doivent être encouragées à faciliter l'accès aux instruments financiers de gestion des prix et du négoce ; de sorte que les risques de fluctuations des prix seront non seulement atténués, mais de nouveaux mécanismes de financement du négoce des produits de base se dégageront – de telles techniques commerciales sont récentes dans les pays les moins développés et nécessitent de fortes organisations. Dans le contexte de la gestion des risques, la C.E. soutient les travaux de la Banque mondiale (BP)
- L'assurance commerciale est nécessaire pour renforcer les organisations de producteurs afin de les rendre plus viables financièrement (discussions)
- Le Brésil a un mécanisme ayant trait à l'assurance – ce mécanisme pourrait être reproduit ailleurs avec le soutien des institutions internationales (discussions)

VII. SUPPRESSION DES OBSTACLES TARIFAIRES ET DES SUBVENTIONS

- La nécessité, pour les pays industrialisés, de faciliter l'accès à leurs marchés par la suppression des tarifs et des quotes-parts, ainsi que des systèmes complexes d'autorisation des importations (JMS)
- La suppression des subventions destinées à soutenir des agricultures non concurrentielles qui représente 5% de son PIB et 10% de la main-d'œuvre (JMS)
- Les subventions agricoles et les obstacles tarifaires dans les pays développés (p. ex. les États-Unis et l'U.E.) doivent être supprimés car ils constituent des limites aux activités des caféiculteurs qui souhaitent s'orienter dans des cultures de substitution qui pourraient représenter une autre source de revenus (OT)
- Nécessité de mettre un terme aux subventions des exportations agricoles qui déforment la structure du commerce. Arrêter le dumping destructif (PB)
- Kraft est fermement d'avis que les solutions doivent être fondées sur des principes orientés sur le marché. Nous participons au groupe d'intervention pour l'économie agricole mondiale afin de faire pression pour une situation plus équitable entre le Nord et le Sud, nous insistons pour la libéralisation du négoce agricole mondial et la suppression des subventions qui déforment le marché (AW)

VIII. AIDE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

- Il appartient aux organisations telles que l'OIC et la Banque mondiale d'encourager les agences d'aide bilatérales dans les pays développés à orienter l'aide vers les projets de diversification horizontale et les produits de rapport qui pourraient se substituer au café (JMS)

- Global Alliance a proposé un Plan européen d'action qui prévoirait d'accorder une plus grande aide aux pays producteurs de café afin de les aider à sortir du café et à se diversifier plus rapidement – l'on a proposé de recourir aux fonds d'exécution rapide de l'U.E., à savoir les fonds STABEX non-utilisés – mais il nous a été répondu qu'une telle démarche n'est pas commode (PB)
- Global Alliance a proposé à l'U.E. d'orienter son aide commerciale vers les pays producteurs de café qui ont publiquement déclaré qu'ils souhaitent mettre un terme à la production du café déficitaire et de moindre qualité – l'U.E. a répondu que les principaux pays sont gérés par Relex et qu'au niveau des relations extérieures l'on est surtout, en ce moment, préoccupé par la guerre (PB)
- Nécessité de mobiliser les ressources provenant de la C.E., de la Banque mondiale, du FCPB, des instances donatrices bilatérales et des ONG afin de restructurer les secteurs du café – la coordination est la clé de voûte – les efforts concertés constituent un enjeu important pour les pays producteurs de produits de base et les donateurs (BP)
- Il faudrait que l'ensemble des donateurs travaille au moyen d'un cadre national commun, tel qu'une stratégie de développement national ou une stratégie commune de réduction de la pauvreté. L'on propose également aux donateurs de fonctionner dans le cadre d'un accord de gré à gré pour le financement du secteur caféier – ceci, afin de s'assurer que nous travaillons dans le même esprit et que nous ne finançons pas des activités qui aggravent la présente situation. Une telle démarche pourrait être entreprise sous l'égide de l'OIC et sa mise en œuvre pourrait être suivie par 'une alliance informelle de donateurs à l'intention du secteur du café' (BP)
- Les instances d'aide bilatérales représentent plus de ressources que l'U.E. À partir du moment où les donateurs travaillent en concertation, leur rôle dans le secteur du café est mieux structuré. Il appartient à l'OIC de contacter les donateurs (discussion)

IX. VALEUR AJOUTÉE

- Renforcer la valeur ajoutée pour les producteurs par le biais d'une alliance entre les producteurs et les importateurs (GSL)
- Nestlé a organisé un système d'achat direct – les caféiculteurs peuvent amener leur produit directement aux stations d'achat et il leur est payé un prix qui représente une valeur supérieure au prix de référence mondial. Une prime est accordée pour le café de plus haute qualité. Cette formule permet de simplifier la chaîne d'approvisionnement et constitue une incitation à l'amélioration de la qualité dans la mesure où le paiement est fonction de critères de qualité et permet aux caféiculteurs d'avoir recours à un canal de vente différent (OT)
- Nécessité de redistribuer la valeur ajoutée de façon équitable (discussion)

X. COOPÉRATION/INSTANCES POLITIQUES

- Les consommateurs et les producteurs doivent travailler de concert afin de résoudre le problème, les gouvernements et l'industrie dans les pays consommateurs doivent prendre les devants afin de trouver des solutions avant qu'il ne se produise un effondrement économique et social dans les pays producteurs (JMS)
- La solution à la crise est politique plutôt qu'économique. Il convient d'avoir une vision et d'inscrire le dossier du café à l'ordre du jour des instances politiques internationales ; il faut en parler dans le cadre de la CNUCED, du FMI, de la Banque mondiale et du G-8. La présente table ronde constitue une démarche dans la bonne direction (JMS)
- Intégrer la problématique des produits de base dans le cadre de stratégies internationales dans l'intérêt du développement durable (SCD)
- La crise du café doit être un sujet de discussion prioritaire dans les instances internationales, ainsi que dans le cadre de la politique de développement des grandes institutions internationales (ONU, Banque mondiale, G-8 etc.) (SCD)
- Il convient de coordonner les solutions nationales au niveau international. La Banque mondiale pourrait fournir aux pays une assistance technique (GSL)
- Demander à tous les intervenants de dialoguer pour susciter une initiative concernant la gestion du marché du café afin de coordonner l'investissement dans le cadre de l'information sur le marché du café, la diversification, l'amélioration de la qualité, la destruction des stocks, les taxes d'importation et d'exportation, les quote-parts, ainsi qu'une structure du marché plus concurrentielle ; tous ces éléments, dans leur ensemble peuvent améliorer l'équilibre entre l'offre et la demande (PB)
- Demander aux gouvernements du G-8 de se rallier aux pays producteurs dans le cadre du sommet de juin 2003 afin d'établir une Commission sur le café qui serait susceptible de recommander les mesures nécessaires pour réduire l'instabilité des prix et la concentration du marché. Il faudrait constituer une petite équipe d'experts dotés d'objectivité qui proviendraient de différents domaines de la filière, avec un secrétariat étoffé ; cette équipe ferait rapport à l'OIC (PB)
- Coordonner les démarches des producteurs avec l'appui de la Banque mondiale et de l'OIC, ainsi qu'Oxfam en qualité de mécanisme d'information, afin de constituer une plaque tournante pour toutes les initiatives (discussion)
- À Cancun, établir un lien entre le commerce des produits de base et la réduction de la pauvreté (GK)
- Nous souhaiterions voir l'U.E. élaborer un plan d'action concret pour la crise du café (GK)
- Confluence potentielle de donateurs, de producteurs, d'ONG etc. afin de prendre les devants et d'approfondir les dossiers cruciaux (discussion)

XI. ADHÉSION DES ÉTATS-UNIS

- La participation des États-Unis à l'OIC est importante (d'ailleurs le Congrès des États-Unis s'en préoccupe puisqu'il a adopté deux résolutions dans ce sens) (JMS)
- Il faut faire pression sur l'administration américaine afin qu'elle réintègre l'OIC – ceci doit être fait avant le 1 juin, en dépit du fait que l'enthousiasme du Président Bush pour la solution de problèmes mondiaux sous forme multilatérale est bien dissimulé (PB)

XII. MÉCANISMES D'INTERVENTION SUR LE MARCHÉ

- Les contingents protégeaient un système de production inefficace et un manque d'innovation au niveau du café vert – dépassé (MN)
- L'économie de marché doit se montrer plus créative, plus résistante et plus axée vers l'avenir afin d'éviter de nouvelles crises (MN)
- Il est important de tirer les leçons du passé et de ne pas se replier sur des contrôles et des interventions extérieurs au marché (KC)
- Le présent marché libre s'avère un échec (PB)

XIII. RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS/RESTRUCTURATION

- Une révolution est nécessaire dans la filière du café, mais avec un investissement public. Reconstruction et réinsertion des institutions de l'industrie (GSL)
- Il existe un vaste marché pour l'exploitant en difficulté, à condition qu'il s'adapte à l'ère nouvelle et qu'il soit aidé, à cet égard, par les institutions appropriées (MN)
- La formation agricole et professionnelle est essentielle. Il faut mobiliser toute l'aide possible dans ce sens. L'ordinateur et Internet doivent accéder aux zones rurales les plus reculées de la production caféière (MN)
- Renforcer les capacités des producteurs ainsi que leurs organisations (KC)
- La plupart des pays vont devoir appliquer des stratégies de restructuration pour que le secteur du café redevienne concurrentiel et, parallèlement, rechercher d'autres sources de revenus (BP)
- Afin de redevenir plus concurrentiels, les caféiculteurs vont devoir réduire leurs coûts de production et de commercialisation et se concentrer sur le marketing afin de bénéficier des avantages plus gratifiants du marché – la proposition de la C.E. concernant une analyse comparative mondiale fournira un vaste cadre dans lequel les politiques des pays pourront se situer afin de formuler leurs propres stratégies de restructuration et de diversification (BP)
- Les caféiculteurs et les organisations d'exploitants vont devoir réduire les coûts de la production et de l'entreposage (BP)
- La C.E. est disposée à soutenir des pays individuels afin de préparer et de mettre en œuvre des stratégies de restructuration au moyen d'instruments de coopération en matière

de développement, à condition que les gouvernements nationaux en fassent explicitement la demande et qu'ils s'engagent dans ce sens (BP)

- Il est urgent d'apporter un soutien aux organisations de producteurs et de renforcer leurs possibilités de négociations (discussion)
- La mise en œuvre d'un code d'usage au niveau du renforcement des institutions nécessitera des effectifs et des ressources en matière de suivi, ainsi que l'implication des agences de développement, des institutions, un développement local et international ainsi que des participants au projet. Kraft a entamé ce projet de renforcement des institutions il y a plusieurs années en coopération avec des agences de développement nationales et internationales et l'on a constaté au vu des résultats que ces efforts ont été payants (AW)

XIV. DÉVELOPPEMENT RURAL

- Un vaste développement rural est nécessaire. Les solutions à long terme doivent porter sur les produits de base, dont le café dans le cadre du développement rural d'un pays (KC)
- La Banque mondiale a actualisé sa stratégie de développement rural en faisant appel à une forte spécificité régionale et en mettant l'accent sur la mise en œuvre – les axes importants ont porté sur le renforcement de la productivité agricole, l'investissement dans le domaine de l'infrastructure rurale, l'encouragement en faveur de la croissance économique rurale hors exploitations, ainsi que l'amélioration de la coopération au niveau du donateur, l'harmonisation, l'amélioration des conditions de vie, l'égalité des sexes, la gestion des risques, la réduction de la vulnérabilité, la promotion d'un environnement porteur pour une croissance économique durable (KC)
- Les gouvernements peuvent contribuer à atténuer l'impact de la fluctuation des prix. Dans les pays les moins développés, la tâche principale des gouvernements doit être de renforcer le secteur rural avec le soutien de l'aide au développement bilatéral et multilatéral. Ceci doit être une priorité car 70% des pauvres dans le monde se trouvent dans les régions rurales et la plupart sont des exploitants agricoles. Il faut renverser la tendance à la baisse du développement rural. La stabilisation des revenus (p. ex. Stabex) pourrait fournir des ressources en vue de la diversification dans des périodes de surproduction (OT)
- La solution repose en partie sur des efforts intensifiés à l'appui du développement économique à long terme dans les pays touchés (BP)
- Les gouvernements et les offices du café peuvent, ensemble, définir et créer une politique environnementale en faveur du développement du secteur privé. Ceci peut contribuer à réduire les coûts de production et de commercialisation en améliorant l'accès équitable à une infrastructure financièrement abordable (routes, télécommunications, eau et électricité) pour les principales zones de production (BP)

XV. L'OIC EN TANT QUE FORUM

- Le Brésil participe, respecte et encourage toutes les parties prenantes à participer activement aux travaux de l'OIC, à rechercher des solutions d'intérêt général, p. ex. l'augmentation de la consommation en Europe orientale, en Asie etc., ainsi que de trouver le soutien financier pour que les exportateurs puissent bénéficier de stocks plus importants à plus long terme (LCL)
- Il est incontestable que, dans ce domaine (la durabilité), il y a tout un potentiel pour l'OIC dans l'avenir. Nous estimons fermement qu'il convient de coordonner les travaux avec les donateurs nationaux et internationaux, les compagnies alimentaires, le négoce et leurs associations, la communauté des ONG de concert avec les gouvernements et le secteur privé des pays producteurs (MN)



International Coffee Organization

**ICO-WORLD BANK HIGH-LEVEL ROUND-TABLE
“INTERNATIONAL COFFEE CRISIS – LOOKING FOR LONG-TERM SOLUTIONS”**

International Coffee Organization, 22 Berners Street, London – Monday, 19 May 2003

PROGRAMME

- 08.45 – 09.15 Briefing for panellists (Committee Room, ground floor)
- 08.45 – 09.30 Registration and coffee
- Panel 1 Coffee and commodities in international trade: A problem area**
- 09.30 – 10.00 Welcome address
Néstor Osorio – Executive Director (Moderator)
- 10.00 – 10.20 Kevin Cleaver, Director, Agriculture and Rural Development, World Bank
- 10.20 – 10.40 Saint-Cyr Djikalou – Permanent Representative of OAMCAF to the ICO and former Minister of Commerce, Côte d’Ivoire
- 10.40 – 11.00 Linneu Carlos da Costa Lima – Secretary for Production and Marketing, Ministry of Agriculture, Brazil
- 11.00 – 11.20 Bernard Petit – Director, Directorate General for Development, European Commission
- 11.20 – 11.40 Juan Manuel Santos – former Minister of Finance, Colombia
- 11.40 – 12.00 Glenys Kinnock, MEP, European Parliament
- 12.00 – 12.30 Panel discussion followed by questions and answers
- 12.30 – 14.00 ***Lunch break (participants are free to make their own arrangements for lunch)***
- Panel 2 Finding solutions – Diversification, quality, added value and market development**
- 14.00 – 14.15 Introduction
Panos Varangis, Lead Economist, Commodity Risk Management Group, Agriculture and Rural Development, World Bank (Moderator)
- 14.15 – 14.30 Phil Bloomer – Head of Advocacy, Oxfam GB
- 14.30 – 14.45 Simon Kester – Chairman, European Coffee Corporation
- 14.45 – 15.00 Michael R. Neumann – Chairman of the Board of Management, Neumann Gruppe GmbH, Hamburg
- 15.00 – 15.15 Gabriel Silva Luján – General Manager, FEDERACAFÉ
- 15.15 – 15.30 Olle Tegstam – Senior Vice-President, Nestec Ltd.
- 15.30 – 15.45 Bruce Tozer, Managing Director, Structure, Trade and Commodity Finance, Rabobank International
- 15.45 – 16.00 Annemieke Wijn – Senior Director, Commodity Sustainability Programs, Kraft Foods Inc.
- 16.00– 17.30 Panel discussion followed by questions and answers
- 17.30 – 18.00 Concluding remarks by Néstor Osorio, ICO and Kevin Cleaver, World Bank
- 18.00 – 20.00 ICO/World Bank Reception** **Sponsored by RABOBANK**
- Rapporteurs: Panel 1: Pablo Dubois, Head of Operations, ICO
Panel 2: Sergio Jellinek, Office of the Vice-President for Environmentally and Socially Sustainable Development, World Bank



Rabobank